L'éthique professionnelle dans le langage : le choix des mots comme outil idéologique à l'épreuve du langage

Page de présentation

Angle d'accroche du sujet :

Je m'interroge sur l'impact du langage sur l'éthique professionnelle, la manière dont l'éthique professionnelle est fragilisée par une manipulation du langage et la manière dont le monde du travail peut réagir en adoptant des pratiques de communication favorisant la confiance et la responsabilité. Mon objectif est de sensibiliser à l'importance de la sémantique et de ses dérives, en appelant à une révision des pratiques organisationnelles pour promouvoir une communication plus transparente et éthique.

Résumé :

Je soutiens l'idée que l'éthique communicationnelle est essentielle à l'éthique professionnelle, car elle constitue un guide vers une coexistence juste, mais aussi comme un principe de responsabilité et de transparence dans la communication des faits. Je critique la dégradation de la vérité dans le débat public, illustrée par des manipulations d'information comme celles liées à l'adoption du projet de loi de finances, qui fragilisent la confiance démocratique. La banalisation de la post-vérité me semble influencer les relations professionnelles, menant à une gestion de l'information moins transparente et à une érosion des valeurs éthiques. Je propose une analyse de l'impact des dérives sémantiques dans le monde du travail qui masque les tensions et manipule la perception des réalités sociales, rendant ainsi plus difficile la revendication des droits. Enfin, j'aborde la question de la rétention d'information par les hiérarchies, soulignant ses effets négatifs sur la confiance et la transparence, et plaide pour des pratiques de communication plus ouvertes et responsables pour rétablir des relations de travail justes et éthiques ainsi qu'à une formation généralisée à la rhétorique.

Références bibliographiques

- Paul Ricœur, *Ethique et morale* (1991)
François Sureau, *Sans la liberté* (2019)
Luc Ferry, *Dictionnaire amoureux de la philosophie* (2018)
George Orwell, *1984* (1948)
Jacques Derrida, *La dissémination* (1972)
Michel Foucault, *Surveiller et punir* (1975)
Pierre Bourdieu, *La Distinction* (1979)
Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel* (1981)
Clément Viktorovitch, *Le Pouvoir rhétorique* (2021)

Je défends l'idée que l'éthique communicationnelle constitue l'une des composantes les plus essentielles de l'éthique professionnelle, car elle est le fondement même de la confiance entre les individus et les institutions. Comme le souligne Paul Ricœur dans *Ethique et morale* (1991), l'éthique est une « sagesse pratique » dont la visée est « la vie bonne, avec et pour les autres, dans des institutions justes ». Cette définition met en lumière l'ambition d'une éthique qui dépasse les simples règles et normes : elle vise à guider l'agir humain vers une coexistence harmonieuse et juste.

Partie I : L'éthique communicationnelle à l'épreuve du débat public

Si la morale s'intéresse aux règles qui définissent ce qui est bien et mal, l'éthique, elle, se réfère à des valeurs partagées qui orientent l'action. L'éthique est donc bien plus qu'un outil technique, elle participe activement à la construction d'un vivre-ensemble fondé sur la responsabilité, l'intégrité et la justice. Or, aujourd'hui, la vérité est de plus en plus malmenée. La déformation des faits et la manipulation de l'information sont devenues des pratiques courantes. Attentif à l'actualité politique et particulièrement aux enjeux liés à l'élaboration et au contenu des projets de lois de finances, j'ai été particulièrement choqué par la désinformation orchestrée autour du vote de ce projet de loi. Si, en France, il est de pratique courante que l'exécutif adopte le budget annuel sans vote en ayant recours à la disposition constitutionnelle de la motion de censure provoquée, prévue à l'article 49 alinéa 3 désormais bien connue de la majorité des citoyens tant son usage suscite des débats, il est toutefois inédit d'observer une dégradation aussi marquée du débat public concernant les enjeux et les répercussions du vote de cette même motion.

Un exemple éloquent de la généralisation des fake news dans le débat public peut être illustré par la déclaration de l'ancienne Première Ministre Élisabeth Borne le 24 novembre 2024 sur LCI : une déclaration où la vérité a été reléguée au rang d'opinion, illustrant à quel point les mots peuvent être instrumentalisés pour modeler les perceptions au détriment d'un débat démocratique éclairé.

"Tous ceux qui veulent voter une censure sur ces textes, il faut qu'ils aient en tête les conséquences que ça aurait pour les Français. Et il faut que les Français le sachent aussi. Si le budget sur la Sécurité sociale était censuré, ça veut dire qu'au 1^{er} janvier, votre carte vitale ne marche plus. Ça veut dire que les retraites ne sont plus versées. Ça veut dire au bout d'un moment que les fonctionnaires ne sont plus payés".

Le simple vote par les parlementaires d'un projet de loi spéciale permet à l'Etat de continuer à fonctionner normalement d'ici l'adoption d'une loi de finance. Cette affirmation, dénuée de fondement factuel, traduit une stratégie de communication reposant sur la peur et la désinformation portant une atteinte manifeste à l'éthique communicationnelle, laquelle repose sur les principes de transparence et de responsabilité dans la diffusion des faits. En réduisant la vérité à une opinion malléable, cette déclaration alimente un climat de confusion et de méfiance et fragilise la confiance dans les institutions et, plus largement, dans toute forme de communication publique.

Les politologues observent une forme de « Trumpisation » du débat public en France, comme un écho aux pratiques américaines, notre démocratie semble désormais reléguer la vérité au second plan, où seules comptent les convictions personnelles et les effets rhétoriques. C'est précisément cette dégradation du rapport à la vérité qui m'a poussé à écrire sur l'éthique communicationnelle et qui est le cœur de mon essai.

Je constate que la post-vérité dans le débat public tend à se banaliser. Je crains que la qualité décroissante du débat public exerce une influence sur les sphères professionnelles, par mimétisme ou contamination. Si le débat public perd sa rigueur et son engagement envers la vérité, cela pourrait créer un climat de normalisation de la manipulation des faits, de la simplification excessive ou de l'instrumentalisation du langage. Dans ce contexte, les relations professionnelles pourraient, à leur tour, se laisser aller à une gestion moins transparente de l'information et conduire à une érosion des principes d'éthiques notamment celles concernant la vérité et le langage.

Je m'interroge : dans quelle mesure l'érosion de notre débat public et de notre lien à la vérité affecte-t-elle les relations professionnelles ? Comment la transformation du langage peut façonner notre perception du travail et des rapports professionnels ? Jusqu'où le délitement des mots menace-t-il l'éthique professionnelle elle-même, pourtant pilier de toute activité basée sur la confiance et la transparence ? Quelle transformation le monde du travail et la société de manière générale doivent-elles opérer pour renforcer une certaine éthique communicationnelle ? Comment, concrètement, les entreprises et institutions publiques peuvent-elles réagir en mettant en place des pratiques de communication qui favorisent une véritable confiance et responsabilité, dans un contexte où les valeurs démocratiques sont mises à l'épreuve au quotidien ?

Partie II : La bataille des mots dans le langage économique et les dérives sémantiques dans le monde professionnel

La manière dont nous nommons les choses n'est jamais neutre : les mots choisis façonnent nos pensées et influencent nos débats. D'un point de vue personnel, l'impôt et le consentement à l'impôt occupent une place centrale dans mes réflexions. C'est pourquoi je souhaite aborder dans cet essai en détail une lutte sémantique concernant un mot précis : celui qui désigne les prélèvements effectués sur les entreprises pour financer la protection sociale. Les uns, classés plutôt à droite du spectre politique, parlent de « *charges sociales* ». Les autres, identifiés plutôt à gauche du spectre politique, préfèrent évoquer les *cotisations sociales*. Cette distinction n'est pas anodine, elle est liée aux représentations attachées à chaque terme.

Le terme « *charge* » nous évoque immédiatement le poids que ces impôts représentent pour les entreprises. Il fait penser à la perte d'emplois, à la difficulté pour les entreprises d'embaucher, accablées par la pression de l'État et de ses demandes fiscales. En revanche, le mot « *cotisations* » nous suggère un esprit de partage et de solidarité. Il nous renvoie à l'idée que les entreprises et les salariés doivent participer ensemble au financement des prestations sociales qui assurent une protection collective contre les risques sociaux.

Bien que les deux termes désignent le même impôt, la différence de connotation est essentielle. Ce débat sémantique entraîne des conséquences profondes sur les politiques publiques. L'emploi du terme « *charges sociales* » rend difficile la proposition de les augmenter, car une « *charge* » est par définition quelque chose que l'on cherche à alléger. À l'inverse, si l'on parle de « *cotisations sociales* », il devient plus difficile de justifier leur diminution, car la solidarité est une valeur fondamentale de notre société. Cet exemple, qui me tient particulièrement à cœur, illustre bien une bataille des mots, une véritable guerre des idées qui fragilisent profondément l'éthique communicationnelle, car elles opèrent une manipulation subtile de la perception des faits et des réalités sociales. Le langage, qui devrait être un vecteur de transparence et de compréhension, devient un outil de distorsion. Le propos de mon essai est une bouteille à la mer lancée dans l'espoir de sensibiliser davantage sur le poids des mots et leur manipulation à des fins politiques, économiques et sociales.

Au fil des décennies, le langage du monde du travail a lui aussi progressivement évolué, se métamorphosant en un outil de dissimulation et de manipulation subtile, masquant la dureté des réalités économiques sous des euphémismes parfois trompeurs. Le licenciement devient ainsi un « *plan de sauvegarde de l'emploi* », une expression à la connotation positive,

rendant difficile toute opposition. La fermeture d'usine se transforme en « *restructuration industrielle* ». Progressivement, nous ne parlons plus d'employés mais de « *collaborateurs* », en apparence un changement bien anodin, un effet de mode rien de plus, pourtant ce glissement lexical efface l'idée des rapports de force inhérents au salariat. Ne plus penser ces rapports de force revient à nier les luttes et les intérêts divergents au sein du monde du travail.

Depuis le tournant libéral amorcé en 1983, avec le tournant de la rigueur sous le gouvernement Mauroy, le langage du monde de l'entreprise a été profondément remodelé, permettant une nouvelle représentation du monde de l'entreprise. L'entreprise est désormais dépeinte comme un espace coopératif et harmonieux, où chacun contribue à un projet commun. Pourtant, ce changement de lexique masque une véritable bataille idéologique. En supprimant la tension intrinsèque au salariat et en la remplaçant par une vision idéalisée de collaboration, on dilue toute possibilité de revendication. Face à un employeur, on peut militer et exiger des droits, mais face à un « collaborateur », pourquoi le ferait-on ? Ce remodelage du langage dans le monde du travail n'est donc en rien anecdotique : il redéfinit les rapports au travail et contribue à transformer en profondeur les dynamiques professionnelles. Ce glissement sémantique nous fait penser instinctivement à l'œuvre dystopique 1984 de George Orwell, où il mettait en garde contre la « novlangue », un langage manipulé pour contrôler la pensée et empêcher la contestation rendant ainsi les rapports de forces plus invisibles, et cela doit collectivement nous alerter.

Sur le plan de l'éthique professionnelle, cela soulève une question essentielle : comment garantir des relations de travail justes et transparentes lorsque le langage utilisé sert davantage à masquer les déséquilibres qu'à les éclairer ? En effaçant les réalités conflictuelles au profit d'une rhétorique consensuelle, ce langage remodèle également les responsabilités, fragilise la confiance et érode les valeurs fondamentales de respect, d'équité et de vérité. Le remodelage linguistique devient alors un enjeu éthique, car il conditionne non seulement la qualité des échanges professionnels, mais aussi la possibilité d'un dialogue véritablement honnête et constructif au sein des organisations.

Partie III : Transparence et pouvoir : la gestion de l'information comme outil stratégique dans les hiérarchies professionnelles

Dans une analyse de la gestion du langage en tant qu'outil de pouvoir, des penseurs comme Jacques Derrida, dans *La dissémination* (1972), critiquent l'usage du langage comme moyen d'aliéner et de dissimuler la réalité des rapports sociaux. Loin d'être neutre, le langage structure la façon dont les relations de pouvoir se manifestent au sein des organisations. Derrida nous invite à déconstruire les discours pour révéler les non-dits, et ainsi exposer les mécanismes cachés qui influencent la gestion de l'information dans les structures hiérarchiques. Cela nous amène à repenser les façons dont la transparence peut être rétablie dans le monde professionnel, et comment le langage peut être utilisé pour favoriser une communication plus authentique et critique.

Cette gestion linguistique de l'information, que Derrida met en lumière, trouve un écho dans la manière dont l'information est contrôlée dans les organisations. Michel Foucault, dans *Surveiller et punir* (1975), va plus loin en soulignant que le pouvoir ne réside pas seulement dans ce qui est dit, mais aussi dans ce qui est soigneusement retenu. C'est dans cette asymétrie de l'information que le contrôle des individus devient possible. Ainsi, la rétention d'information, souvent courante dans les organisations, consiste à ne partager des informations sensibles que lorsqu'elles sont jugées nécessaires, souvent dans un souci de gestion émotionnelle ou d'efficacité.

Cette rétention d'information présente des avantages immédiats, comme la réduction du stress et le maintien de l'efficacité des équipes. Cependant, elle comporte des risques importants, notamment la frustration, l'isolement et l'érosion de la confiance. Lorsque les dirigeants choisissent de ne communiquer que lors des moments opportuns, ils cherchent souvent à éviter une surcharge émotionnelle. Cependant, une gestion excessive de l'information peut créer une méfiance durable et réduire la collaboration au sein de l'équipe.

Il existe ainsi une zone grise entre transparence totale et rétention d'information, qui doit être abordée avec discernement. La rétention d'information peut être justifiée lorsqu'un changement majeur est imminent mais non encore finalisé. Cependant, une rétention systématique et cachée peut entraîner des effets délétères, comme la méfiance et le désengagement des équipes. Il est essentiel que les dirigeants expliquent les raisons de leurs choix afin de maintenir un environnement de travail fondé sur la confiance.

L'analyse de Pierre Bourdieu dans *La Distinction* (1979) montre que la rétention d'information est un moyen stratégique pour renforcer les hiérarchies sociales et professionnelles. Maîtriser l'information permet aux dirigeants non seulement de contrôler les perceptions, mais aussi de maintenir une dynamique de pouvoir. En limitant l'accès à certaines informations, les dirigeants peuvent non seulement renforcer leur autorité, mais aussi maintenir un contrôle sur les perceptions et comportements des salariés. Pour Bourdieu l'accès à l'information n'est pas seulement une question de savoir, mais également de pouvoir : ceux qui contrôlent l'information sont en mesure de structurer la manière dont elle est perçue et interprétée.

Afin de favoriser une dynamique professionnelle plus transparente et inclusive, il est crucial d'adopter une parole libre et directe. Impliquer les équipes dès le début des projets, même en l'absence d'informations complètes, pourrait renforcer leur adhésion et leur sens des responsabilités. À cet égard, des chaînes hiérarchiques trop étendues créent une distance nuisible entre les agents techniques et leurs supérieurs. Cela pousse souvent les équipes à reporter les dysfonctionnements sur un supérieur, perçu comme une figure abstraite et lointaine, faisant office de bouc émissaire. Cette dynamique fragilise la responsabilité partagée, la collaboration et l'efficacité organisationnelle.

Pour lutter contre l'asymétrie de l'information, il est nécessaire de repenser l'organisation du travail en adoptant des mécanismes favorisant une circulation transparente de l'information. Cela pourrait inclure des plateformes collaboratives ou des réunions régulières, formelles et informelles, où les équipes sont impliquées dans les décisions qui les concernent. Cette transparence limiterait la rétention d'information et renforcerait la responsabilisation des dirigeants vis-à-vis de leurs équipes, et inversement.

La rétention d'information dans le cadre professionnel est une réalité à laquelle nous sommes tous confrontés pour des raisons variées. Les employés, dans un environnement où l'opacité règne, peuvent percevoir cette gestion de l'information comme un manque de respect envers leur capacité à gérer l'incertitude. Ils peuvent également interpréter ces pratiques comme une stratégie de manipulation, où l'information est utilisée pour limiter leur pouvoir et maintenir une hiérarchie rigide. Une telle dynamique engendre une méfiance durable, fragilisant ainsi la relation entre les employés et la direction et altérant l'éthique de la communication au sein de l'organisation.

Comme le souligne Jürgen Habermas dans *Théorie de l'agir communicationnel* (1981) la transparence est essentielle à une communication respectueuse et éthique. La rétention d'information, si elle est perçue comme une volonté de contrôler ou de manipuler, détruit les fondations de la confiance, entraînant un désengagement des employés et un déclin de la

motivation collective. Si la rétention d'information peut viser à réduire le stress et maintenir l'efficacité des équipes, elle doit être pratiquée avec discernement et éthique. Il existe un équilibre délicat entre la gestion des émotions des collaborateurs et le respect de leur droit à une information complète et transparente.

Dans sa quête d'une rationalité communicationnelle, Habermas suggère que toute rétention doit être justifiée par des raisons rationnelles et partagées. La transparence ne signifie pas que toutes les informations doivent être données en temps réel, mais il est impératif de communiquer les raisons de toute décision de rétention. En ce sens, loin d'être une simple question de gestion de l'information, la rétention d'information soulève des enjeux éthiques fondamentaux. L'éthique communicationnelle exige une gestion équilibrée et respectueuse de l'information. Chaque action de rétention doit être justifiée par une intention claire, et les effets de cette rétention doivent être évalués en termes de leurs conséquences sur la confiance et l'engagement des employés. La transparence, loin d'être une simple option, est un principe fondamental pour toute organisation désireuse de cultiver une culture de confiance, de respect mutuel et d'éthique professionnelle.

Partie IV : Vers un enseignement généralisé de la rhétorique pour se prémunir contre la manipulation du langage et tendre vers une culture de l'éthique communicationnelle.

La rhétorique n'est ni un art secret ni un savoir inaccessible, elle peut s'enseigner, s'apprendre et se transmettre. Un petit nombre d'individus y ont d'ores et déjà accès, ils sont minutieusement formés, parfois sur les bancs de l'école, souvent sur le tas. Avocats, publicitaires, communicants, journalistes, responsables politiques ou syndicaux : tous ont fait de l'art de convaincre une profession. Au fil de leur parcours personnel, scolaire ou professionnel, ces quelques privilégiés dont je fais partie ont acquis une redoutable compréhension du langage. En revanche, la majorité, privée de cette formation, se contente d'une compréhension instinctive des mécanismes de conviction, souvent insuffisante et fragile. Pourtant, face à l'importance de la parole dans la société, il est urgent de réagir.

Mais alors que faire ? Enseigner la rhétorique au plus grand nombre pourrait, selon moi, représenter un levier majeur pour diffuser une éthique communicationnelle plus solide. Ce pari serait porteur de bénéfices significatifs pour l'éthique professionnelle sur le long terme.

Enseigner la rhétorique au plus grand nombre répond tout d'abord à une exigence d'universalité. Nous pouvons imaginer des professeurs de rhétorique qui diffuserait leur enseignement le plus largement possible. Enracinée dans un cursus scolaire obligatoire dès le collège et le lycée, la rhétorique ne serait plus l'apanage d'une élite, mais deviendrait au contraire un outil essentiel à l'exercice d'un débat public de qualité. La rhétorique partagée n'est pas seulement une exigence démocratique, elle représente également une exigence éthique. En effet, elle constitue la condition d'exercice d'une éthique communicationnelle généralisée, permettant de garantir des échanges respectueux et constructifs dans toutes les sphères : privées, professionnelles et publiques.

En définitive, l'enseignement généralisé de la rhétorique constitue une réponse pertinente face aux dérives idéologiques et aux manipulations du langage. En permettant à chacun de maîtriser les mécanismes de conviction tout en cultivant une posture éthique, cette formation rhétorique participerait à rééquilibrer les rapports de pouvoir dans la communication et dans l'éthique communicationnel du monde du travail.